COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE
DE L'AFRIQUE CENTRALE

Allocution de bienvenue du Secrétaire Exécutif de la CEMAC à l'occasion de l'ouverture solennelle de la deuxième Réunion Tripartite sur le Dialogue Social au sein de la CEMAC

Bangui, 14 – 16 octobre 2003

- **Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,**
- **Monsieur le Représentant du Président du Conseil National de Transition,**
- **Mesdames et Messieurs les Ministres,**
- **Madame la Directrice Régionale de l'Organisation Internationale du Travail (OIT),**
- **Monsieur le Représentant du Bureau International de Travail (BIT) ;**
- **Messieurs les membres du Corps Diplomatique et Représentants des Organisations Internationales,**
- **Madame la Directrice du Bureau sous-régional de l'OIT/EMAC de Yaoundé,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Employeurs,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Travailleurs,**
- **Mesdames et messieurs,**
- **Distingués invités,**

Il est tout simplement difficile d'exprimer par la parole, les sentiments de profonde gratitude que j'éprouve devant cette manifestation à la fois impressionnante et historique, à l'égard de tous ceux qui, ouvertement ou dans l'ombre et dans l'anonymat, n'ont rien ménagé, ni leur temps, ni aucun effort, à l'endroit de tous œux qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, ont investi leur génie et leur énergie, afin que l'ère nouvelle, celle du dialogue social et d'échange, de concertation et de tolérance, de construction et de consolidation de la paix, dont nous avons tous rêvée pour notre sous-région,

épouse enfin, ici devant nous et maintenant, les contours de la réalité.

Qu'il me soit donc permis de remercier solennellement, franchement et très sincèrement, au nom de la CEMAC et en mon nom propre, les illustres personnalités présentes dans cette salle, qui ont tenu à venir rehausser l'éclat de cette cérémonie, ce, malgré les lourdes et délicates charges de leur fonction.

Je me tourne plus spécialement vers vous, Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et à travers vous, Son Excellence François BOZIZE, Président de la République, Chef de l'Etat de la République Centrafricaine, pour vous dire combien la Communauté toute entière est sensible à la sollicitude particulière dont vous avez bien voulu faire montre, en acceptant avec promptitude d'abriter ce forum historique à Bangui, Capitale de la République Centrafricaine et d'assurer en personne la présidence de son ouverture.

Notre reconnaissance vous reste également acquise pour votre détermination dès le début, à faire triompher le débat et pour votre obstination constante à réussir par le Dialogue. Et vous avez, il faut le dire, parfaitement réussi ! car en vérité, le concours d'événements qui fait coïncider l'ouverture en terre centrafricaine de la deuxième réunion tripartite sur le Dialogue Social au sein de la CEMAC et la tenue du Dialogue National au sein du pays-siège, revêt pour la Communauté une profonde signification.

Par ailleurs, la présence effective de tous les Ministres chargés de l'Emploi et du Travail de notre sous-région en personne à cette importante rencontre, traduit une fois de plus, de manière significative, la volonté d'intégration sociale de l'Afrique Centrale exprimée au plus haut niveau des Etats, en même temps qu'elle démontre à souhait, la convergence à l'échelle sous-régionale des options fondamentales qui sous-tendent si heureusement la mise en place de l'œuvre d'émancipation et d'épanouissement de nos populations, et dont les membres des gouvernements précités sont à la fois inspirateurs, artisans et promoteurs.

Qu'ils trouvent ici, ainsi que les délégations qui les accompagnent, l'expression sincère de la sensibilité et de la reconnaissance du Secrétariat Exécutif de la CEMAC.

Mes remerciements vont également à l'endroit du Bureau International du Travail (BIT) et du Programme du Dialogue Social en Afrique Francophone (PRODIAF), ainsi qu'à tous les partenaires qui nous accompagnent depuis déjà trois ans, dans cette œuvre de mise en place du mécanisme sous-régional de Dialogue Social, pour leurs précieux concours financier et technique qui ont permis aussi la tenue de la présente réunion.

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

L'activité de notre Communauté, la CEMAC, reste constamment le pivot, le socle et le prolongement de l'expression vivante et dynamique de la vie économique et sociale de nos Etats respectifs.

A cet effet, elle évolue, s'ajuste et sans cesse s'adapte aux grandes mutations caractéristiques de la mouvance et de la conjoncture sociales de notre espace sous-régional.

La démarche quotidienne du Secrétariat Exécutif, traduction de la vision stratégique de la CEMAC, est en conséquence étroitement et fondamentalement calquée, d'une part, sur les programmes fixés par le Traité, la Déclaration de Malabo et les orientations progressives des Instances Supérieures et, d'autre part, sur les questions qui mobilisent la sous-région d'Afrique Centrale aujourd'hui.

Parmi celles-ci, et en bonne place, se trouvent l'instauration et la consolidation de la paix et de la stabilité sociales, préalables à l'édification d'une Communauté qui se veut moderne, libérée et juste.

Dès lors, la mise en place d'un dispositif de Dialogue Social sous-régional, objet de la réunion tripartite d'aujourd'hui, et dont la première édition s'est tenue dans cette même salle du Palais-siège de la CEMAC en septembre 2000, trouve toute son importance et toute sa dimension.

En effet, la CEMAC, pour être prospère, généreuse et pleine d'espoir doit bénéficier du soutien des Etats membres dont les ressorts ne peuvent se tendre que grâce à la volonté, à la capacité et à la parfaite communion de leurs acteurs fondamentaux que constituent les Etats, le Patronat et les travailleurs, en vue notamment d'une amélioration permanente de leurs rapports ainsi que celle de leurs conditions de fonctionnement.

Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,

Par essence et sous toutes les latitudes, vous le savez bien, les employeurs recherchent plus d'efficacité dans leur processus de production, et visent des revenus plus importants pour la promotion de leurs entreprises.

Les employés attendent des conditions de travail plus décentes et protectrices. Et l'administration publique, par son rôle régulateur, veille à concilier les intérêts des partenaires. C'est pourquoi, ces assises de Bangui, qui doivent alimenter une réflexion partagée, irriguer un dialogue fécond et poser enfin les jalons d'une communion annoncée des partenaires, sont d'une portée essentielle pour le développement harmonieux et solidaire de nos Etats considérés individuellement et collectivement.

A cet égard, et pour l'essentiel, il convient de préciser qu'en application des prescriptions édictées de la première réunion tenue en septembre 2000, la concertation lancée ce jour s'articule autour des deux axes fondamentaux à savoir :

1) L'examen de l'étude de faisabilité pour la création d'une structure tripartite du Dialogue Social au sein de la CEMAC ;

2) L'évaluation de la situation du Dialogue Social dans les différents Etats.

Qu'il me soit permis à ce niveau de vous réaffirmer et vous assurer de la disponibilité constante et de la collaboration entière du Secrétariat Exécutif à coopérer activement pour la consolidation de la paix et de la cohésion sociales, sans lesquelles les objectifs du développement socio-économique de l'espace CEMAC seraient une illusion.

Les dispositions du cadre juridique de la CEMAC permettront, lors de l'examen de cette étude de situer chaque partie prenante dans les responsabilités qui lui seront dévolues.

Il va sans dire Mesdames et Messieurs, que la mise en place d'un dispositif fonctionnel de Dialogue Social constitue un processus complexe qui, pour se déployer efficacement, nécessite l'organisation préalable des actions spéciales portant sur les autres leviers sociaux.

Dans cette perspective et convaincu que fonctionnaires d'administration publique, employeurs comme employés, chacun a besoin d'éducation et de formation, de bonne santé et de vigueur physique, qu'il me soit permis de préciser pour vous rassurer, que le Secrétariat Exécutif a entrepris un effort d'imagination, d'organisation et d'action dans certains domaines sociaux, visant à la fois l'éducation permanente, la santé et la jeunesse. Les chantiers récemment ouverts à cet effet, portent notamment sur la mise en place de bonnes conditions de collaboration et de fonctionnement des Universités de l'Afrique Centrale, l'organisation de la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA et les grandes endémies ainsi que le développement du sport dans notre sous-région.

L'institutionnalisation de la conférence des Recteurs d'Universités et des Chercheurs en Afrique Centrale en même temps que la dynamisation des activités de l'Organisation de Coordination pour la Lutte contre les Endémies en Afrique Centrale (OCEAC) à travers son incorporation dans le Organismes Spécialisés de la CEMAC, répondent de cette exigence.

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

Le Secrétariat Exécutif, fidèle à sa mission de promotion d'un développement harmonieux et partagé de notre sous-région,

souhaite que les différents échanges et concertations subséquents à cet événement d'envergure conduisent les Ministres à la prise des décisions pertinentes et éclairées.

C'est sur ce message d'espoir que vous me permettrez, Mesdames et Messieurs, de réaffirmer, une fois de plus pour terminer, d'une part, l'entière détermination du Secrétariat Exécutif à développer et renforcer sa coopération avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Bureau International du Travail (BIT), le Programme de Dialogue Social en Afrique Francophone (PRODIAF) et, d'autre part, la totale reconnaissance de la Communauté.

Vive la coopération internationale,
Vive la CEMAC,
Je vous remercie de votre bienveillante et aimable attention.

Jean NKUETE